

Les amis du Vieux Saint-Antonin, 21 mai 2016 : une journée d'hommage à Georges Julien, l'archiviste de notre commune

Par Thierry LE ROY

Professeur et principal du collège, président pendant près de quinze ans des Amis du Vieux Saint-Antonin, guide infatigable d'un village qu'il regardait comme un « musée à ciel ouvert », Georges JULIEN (1919-1998) a été aussi, et peut-être surtout, l'archiviste de la commune de Saint-Antonin. Il a assuré la conservation et le classement de ses archives, leur transcription souvent, et leur exploitation par tout un travail d'historien et d'occitaniste, dans une quarantaine d'articles savants autant qu'accessibles, et d'homme de radio.

La Société des Amis du Vieux Saint-Antonin a voulu réunir les témoins de sa vie et de son œuvre, qui sont encore nombreux. Elle a voulu aussi, au moment où les archives de la commune – les plus anciennes (conservées désormais aux Archives départementales à Montauban) comme les plus récentes – ont enfin trouvé des conditions durables de conservation et d'accès, faire mieux connaître le travail, fait par Georges JULIEN et par d'autres, ou qui reste à faire, sur l'histoire de Saint-Antonin.

La journée du 21 mai (9 h 30-13 h) a rassemblé, à la mairie de Saint-Antonin, avec les Amis du Vieux Saint-Antonin et au-delà, les témoins et les successeurs : André VIGNOLES, Emma DELZARS, Georges PASSERAT (SAHTG), Georges COSNIER, Jérôme CRAS (directeur des Archives départementales), Jean-Louis LABORIE, Claude HARMELLE...

La Société des Amis du Vieux Saint-Antonin publie ci-après l'une des communications présentées lors de cette journée, qui tentait de donner un aperçu sur l'histoire de Saint-Antonin, faite ou à faire, à partir de ses archives.

Après la présentation par Jérôme CRAS, directeur des archives départementales du Tarn-et-Garonne, de la nouvelle organisation des

archives historiques de notre commune, de leur inventaire le plus récent et des conditions d'accès désormais rétablies, et avant les témoignages de quelques uns de ceux qui les ont mises en valeur par leur travail d'historien (Jean-Louis LABORIE pour la période médiévale, Claude HARMELLE en histoire moderne), je voudrais essayer de donner, en quelques mots, un aperçu de la richesse de ces archives, à travers les si nombreux travaux de chercheurs et d'érudits auxquels elles ont donné lieu.

On a déjà parlé de la part, décisive, qu'y a prise Georges JULIEN, notamment comme archiviste municipal. Mais la chaîne est longue, avant comme après lui, qui va jusqu'à la dernière production, remarquable, en 2015, de Cécile RIVALS avec sa thèse sur la construction urbaine de Saint-Antonin au moyen-âge. Je vais d'ailleurs me référer, avec son autorisation, au travail historiographique qui introduit sa recherche.

Les archives historiques de Saint-Antonin sont exceptionnelles, on l'a déjà dit, par le nombre de documents (rapportés à l'importance de la population), par l'ancienneté et la qualité de leur conservation, voire de leurs inventaires. Cette richesse souligne, a contrario, ce qu'on pourrait désigner comme un déficit de l'archéologie, celle du sous-sol plus que celle du bâti, déjà bien mis en valeur par l'Inventaire de 1992 (sans oublier le travail de Serge Robert).

1) Les historiens ont besoin d'archives inventoriées et classées, transcrites et dépouillées, traduites parfois (chez nous, de l'occitan ou du latin), publiées.

En ce qui concerne les inventaires, nous sommes bien servis. Dès le 18^{ème} siècle, Jean PHILIPPY en avait dressé un, pour les archives de la commune et celles de son hôpital, que Cécile RIVALS décrit précisément dans sa thèse (p 65-66). On n'oubliera pas l'inventaire de Charles DUMAS de RAULY, à la fin du 19^{ème} siècle. Les derniers inventaires ont été faits depuis le transfert, opéré en 2013, aux Archives départementales des archives les plus anciennes (avant la Révolution, en principe). Je ne reviens pas sur ces opérations. Mais, comme l'inventaire PHILIPPY, elles font ressortir ce qu'on a perdu. Encore aujourd'hui, les dernières opérations de classement des

archives restées à Saint-Antonin révèlent quelques mauvaises surprises. Mais, au moins, on peut s'orienter.

Le travail de transcription et de dépouillement des textes originaux est abondamment illustré. On doit citer, notamment, les fameux actes de partage entre les vicomtes (12^{ème} et 13^{ème} siècles), transcrits par M. ECLACHE, M. SCELLES et D. WATIN-GRANDCHAMP dans une publication de 1988 de la Revue du Tarn ; les comptes et les délibérations des consuls, sur une période qui va de 1325 à 1782, transcrits bien-sûr par Georges JULIEN pour des périodes médiévales choisies, mais aussi avant lui par Robert LATOUCHE pour d'autres périodes ; les registres fiscaux de l'ancien régime, terriers et compoix, d'abord dépouillés par Jean-Louis LABORIE sur 11 années, choisies dans la période qui va de 1397 à 1782, puis pour 1688 par Cécile RIVALS (voir thèse p 69). Il semble même y avoir une tradition de la transcription dans ce département : Cécile RIVALS cite le travail inlassable de François MOULENQ au 19^{ème} siècle sur le fonds d'archives du Tarn-et-Garonne.

Souvent, un travail de traduction reste à faire. André VIGNOLES s'y est illustré pour les comptes consulaires, ou Stéphanie LEBLANC pour «les livres des manifestes des gâches de Roquescaliera et Bodaurat à Saint-Antonin».

Il est utile de publier ce qui résulte de la transcription de documents originaux. C'est ce qu'ont fait, avant nous, les Amis du Vieux Saint-Antonin pour les comptes consulaires dépouillés par Georges JULIEN. C'est aussi ce qui a été fait pour la fameuse « charte des coutumes » octroyées aux habitants par les vicomtes, dans une publication due à C. BRUNEL, rééditée en 2012.

2) Essayons maintenant de donner une idée de ce qui été fait avec ces archives par les historiens, érudits, universitaires ou chercheurs, qui se sont intéressés à Saint-Antonin. Je vais m'inspirer, pour cette évocation, des excellentes bibliographies annexées, d'une part, par Cécile RIVALS à sa thèse (p 409-451) pour la période médiévale, d'autre part par Claude HARMELLE à son ouvrage publié en 1982, « Les piqués de l'aigle », si connu des Saint-Antoninois, pour la période moderne. Mais on pourrait aussi bien se reporter aux bulletins de la Société d'archéologie départementale (SAHTG) ou de notre

Société des Amis du Vieux Saint-Antonin (SAVSA).

C'est d'ailleurs grâce à ces sociétés, celle du département d'abord dès la seconde moitié du 19^{ème} siècle, la nôtre à partir des travaux de Jean DONAT ensuite, que l'histoire de Saint-Antonin a commencé à s'écrire. Les historiens d'aujourd'hui les relisent avec intérêt.

Ensuite, on peut remarquer les thèmes qui émergent, sur la durée :

- l'histoire du monastère : Robert LATOUCHE, 1913 ; Victor LAFON, sur l'abbaye, à partir de 32 bulles pontificales des 11^{ème} et 12^{ème} siècle ; Firmin GALABERT, à partir du cartulaire d'une abbaye rattachée ;

- l'histoire de nos vicomtes a beaucoup intéressé : L. GUIRONDET (1872), H. KJELLMANN sur Ramon Jordan (1923), M.ECLACHE, M.SCELLES et D.WATIN-GRANDCHAMP (1988), F. de GOURNAY (2004), D. PANFILI (2008) ;

- l'histoire la plus événementielle, celle des sièges (ceux des croisades, de la guerre de cent ans, ou des guerres de religion), abordée notamment par Charles DUMAS DE RAULY (1881), Robert LATOUCHE (1913), Jules MOMMEJA (1927), Lionel de LASTIC (1973) ;

- mais l'histoire longue aussi, à partir des comptes consulaires (les travaux d'universitaires cités par Cécile RIVALS : P. PERILLOUS, 1998 ; Jessica HUYGUES, 2004), ou des sources fiscales (B. JOUVEN, 1970 ; S. LEBLANC, 1996, sur la période des guerres de religion), ou encore à partir d'une archéologie du bâti (voir par exemple les travaux sur l'ilot de l'ancien hôtel de ville de C. GLORIES, 1996, commentés par P. GARRIGOU-GRANDCHAMP, 2001 ;

- parfois, les mêmes historiens se sont intéressés à l'histoire moderne. De la bibliographie de l'ouvrage cité de Claude HARMELLE, je tire notamment les travaux d'Albert CAVAILLE sur la démographie (SAVSA, 1954), ou de Jean DONAT sur l'instruction publique aux 16^{ème} et 17^{ème} siècle (1912), sur la société politique et littéraire au 18^{ème} (1910), sur les conditions de vie aux 17^{ème} et 18^{ème} (1914), ou encore de Jean-Claude FAU sur les maisons rurales traditionnelles (SAHTG, 1976), de Georges JULIEN sur l'ancien couvent des Génovéfains (1970).

3) Mais peut-on s'aventurer à dire ce qui reste à faire ? Quelques pistes, tout au plus, que notre débat pourrait heureusement enrichir, peut-être :

- Les comptes consulaires, si prisés : ont été plus explorés ceux de la période médiévale que ceux des 17^{ème} et 18^{ème} siècles ;

- Conservons aussi à l'esprit que le sous-sol du vieux Saint-Antonin demeure un trésor archéologique, qu'on ne doit pas manquer d'explorer lorsque des programmes de travaux, publics ou privés, en donnent l'occasion ;

- Sur l'histoire des gens, des familles et de leur habitat, les fonds notariaux (au prix de leur difficile déchiffrement, le plus souvent), conservés aux archives départementales, restent à explorer. Ils permettront sans doute de compléter la connaissance de la ville dans ses intérieurs, si secrets et si peu protégés.

Nous retrouverons ainsi l'esprit qui animait Georges JULIEN pour la défense de notre ville médiévale, comme on peut le voir dans cet article de notre bulletin de 1978, où il attachait notre mission au cadre de vie à mettre en valeur autant qu'au patrimoine à protéger.